

de Creys-Malville à Naussac

Depuis le 3 juillet des dizaines de milliers de protestataires se sont rendus à Creys-Malville où est entreprise la construction du surgénérateur Super-Phénix. Les autorités avaient cependant tenté de limiter cette démonstration en installant des barrages de CRS à plusieurs kilomètres à la ronde. Le caractère non-violent de la manifestation n'a pas empêché les forces de répression de faire usage à plusieurs reprises de grenades lacrymogènes. Mais aucun moyen répressif ne peut dissimuler l'avertissement. Le nombre et la ténacité des manifestants devraient faire comprendre au gouvernement que l'opposition au programme électronucléaire, et notamment au surgénérateur, ne peut que se développer.

L'appel récemment publié dans le Monde (1) contre Super-Phénix confirme d'ailleurs cette extension. Des syndicalistes de la CFTD, de la CSCV (2), des scientifiques (GSIEN), les Amis de la Terre et des militants politiques, entre autres du PSU, se sont retrouvés pour condamner la construction du surgénérateur.

Dans les prochaines semaines, la manifestation de Naussac sera une nouvelle preuve de l'élargissement de la bataille. Ainsi, le mouvement contre le programme électronucléaire et les surgénérateurs s'étend et s'unifie. C'est cette voie que propose notre parti dans la déclaration faite par le camarade Michel Fiant à l'occasion de l'occupation de Creys-Malville.

Le PSU est opposé au programme électronucléaire parce qu'il est inutile, cher et dangereux. Or, ces graves inconvénients des précédentes centrales sont multipliés avec le surgénérateur Super-Phénix.

La décision prise par Giscard et d'Ornano, avec les encouragements de quelques hauts fonctionnaires irresponsables, nous paraît d'une extrême gravité dans ses justifications, dans ses conséquences et partant dans ses formes.

Les travailleurs français n'ont nullement besoin d'un doublement de la consommation énergétique tous les dix ans. De très importantes économies sont possibles, d'autres sources énergétiques anciennes et nouvelles peuvent être utilisées. Par contre, l'existence d'un tel réseau de centrales nucléaires, qu'en bonne logique il faudrait amortir, pousserait à la croissance du gaspillage, de ce gaspillage caractéristique du capitalisme Contemporain

Or, le développement des centrales nucléaires et a fortiori celles utilisant du plutonium, conduirait à un contrôle policier à toutes les étapes de l'usage des produits radio-actifs. Le « tout nucléaire » abou-

tit inéluctablement au « tout policier », parce qu'il entraîne une centralisation technique, financière et politique accrue. Pour autant d'ailleurs les fuites inévitables de produits radio-actifs ne seront pas empêchées totalement ; les accidents resteront possibles avec la menace dans le cas présent d'une « excursion nucléaire » entraînant des dizaines, des centaines de milliers de morts dans des délais relativement courts.

Le PSU refuse cette société du nucléaire, cette société policière.

Notre parti soutient donc sans aucune hésitation l'occupation des abords de la centrale de Creys-Malville. Nous considérons cette lutte comme marquant une nouvelle étape de la lutte contre le programme électronucléaire. Une nouvelle étape ouverte par la marche sur La Hague il y a quelques semaines, marquée par la mobilisation spontanée des paysans de Plogoff. Une nouvelle étape, où l'opposition des élus du PS à une extension de la centrale de Gravelines apparaît significative.

Parce que de nouvelles possibilités s'ouvrent, l'action doit s'élargir et s'unifier. Le PSU appelle les comités, les associations, les syndicats et les partis se réclamant de la classe ouvrière à s'engager dans cette action unie.

Il les appelle à une action commune contre les augmentations des prix de l'EDF, augmentations qui ne sont que la première preuve que le nucléaire est une énergie chère. La généralisation des actions d'autoréductions des factures EDF obligerait le gouvernement à surseoir à ses intentions.

Nous appelons aussi à l'organisation d'un très large débat, dans chaque entreprise, dans chaque commune. Quelle que soit leur position respective sur le programme nucléaire, nous espérons que les syndicats ouvriers et les partis de l'Union de



la gauche comprennent l'importance de ce choix, qu'ils entendent les avertissements répétés des ingénieurs et des scientifiques.

Nous espérons donc vivement qu'ils seront d'accord avec nous pour organiser avec les travailleurs un très large débat sur le programme nucléaire. Et comme le problème posé ici est finalement celui de la démocratie, nous sommes convaincus qu'ils démontreront qu'ils veulent une autre démocratie en organisant avec les comités, avec les associations, avec nous, un tel débat dans la préparation des prochaines élections municipales.

Le chantier de Creys-Malville signale une nouvelle étape de l'escalade électronucléaire. Nous sommes

convaincus que les travailleurs des villes et des campagnes, les manuels et les intellectuels vont être alertés par ce nouveau défi gouvernemental. Une action unie sans précédent est possible contre le programme électronucléaire. Le PSU et ses militants feront tout pour qu'elle se réalise et triomphe.

Michel FIANT ■

(1) *Le Monde* du 3 juillet 1976. Adresser signatures et soutien au GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.

(2) *Confédération syndicale du cadre de vie ex-CNAPF.*

Naussac : morne plaine

la plaine de Naussac rayée par la Somival de la carte de France.

Naussac : un petit village tranquille au nord-est de la Lozère, avec pour unique ressource l'agriculture. Rien de notable en somme si ce n'est que Naussac, comme la Lozère dans son ensemble, est saignée à blanc par l'exode rural, atteint même le seuil de désertification (moins de 10 habitants au km²). La Lozère fait partie de ces départements sacrifiés où les rares industries existantes ont été proprement liquidées, où les lignes de chemin de fer ont été supprimées, où les complexes touristiques sont plus « juteux » pour certains que l'agriculture traditionnelle.

Par décision de la SOMIVAL (Société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin), approuvée par le conseil d'Etat, la plaine de Naussac sera noyée. C'est ainsi près de 1 300 ha de riches terres agricoles qui seront englouties, à jamais rayés de la carte, 52 exploitations supprimées, 180 personnes condamnées à chercher refuge ailleurs. C'est que Naussac, comme plus tard Cublaise et Serre-de-la-Farre (Haute-Loire), Villeret (Loire), d'autres sites encore, est le premier de toute une série de barrages visant à régulariser le cours de l'Allier et de la Loire, afin d'assurer le refroidissement des centrales nucléaires du Val de Loire. Mais, là comme ailleurs, les principaux intéressés n'ont eu aucun droit de décision.

On imagine aisément d'où viennent les complicités qui ont permis qu'on entérine un tel projet. Certains notables ne cachent pas leur sympathie pour ce dernier. D'autres demeurent plus discrets. Le colonel Crespin par exemple. Clientèle électorale oblige,

n'est-ce-pas ? Conseiller général de Langogne et président du Conseil général de la Lozère, le colonel, quand il « descend » dans son fief électoral, se veut volontiers rassurant : « à partir du moment où la décision est prise, je suis persuadé que nous n'avons pas intérêt à nous dresser les uns contre les autres ». Autre pilier du projet : Quillot, maire socialiste de Clermont-Ferrand. Pour Quillot, critiqué bien légitimement par une partie du PS, l'eau de Naussac sera la bienvenue à Clermont ; pour le plus grand bien, sinon des Clermontois, du moins de Michelin, qui, paraît-il, en a grand besoin.

Ce n'est pas l'antienne bien connue vantant les mérites du « tout électrique » qui convaincra les habitants de Naussac et des environs du bien-fondé d'un choix qui les condamne. D'autant qu'ils savent bien que les promesses par ailleurs faites — développement de la région (sic) — aboutissent immanquablement au résultat inverse.

Sur place la résistance à un tel projet trouve des prolongements régionaux : comités Larzac, viticulteurs du Midi, mouvements occitans, organisations de gauche et d'extrême gauche organisent la protestation. C'est le but de la marche sur Naussac des 7 et 8 août prochain (1).

J.S. ■

(1) *Pour toute correspondance : Comité de défense de la vallée de Naussac, Briges, 48600 Grandrieu*